



La guerre du "grid"

Marie Schwoob

► To cite this version:

| Marie Schwoob. La guerre du "grid". China Analysis, 2012, 38, pp.38 - 41. hal-03582869

HAL Id: hal-03582869

<https://sciencespo.hal.science/hal-03582869>

Submitted on 21 Feb 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



9. La guerre du *grid*

MARIE-HÉLÈNE SCHWOOB

SOURCE :

- Pu Jun, Qu Yunxu⁵³, « La guerre du *grid* : la réforme du système d'électricité viendra peut-être par le bas », *Xin shiji*, 21 mai 2012.

En Chine, la consommation d'électricité continue sa progression. Les villes côtières de l'Est consomment toujours plus d'énergie, tandis que les ressources énergétiques restent situées dans l'ouest du pays. Afin de couvrir les distances parfois colossales qui séparent les lieux de production des lieux de consommation, la Chine s'est donnée pour ambition de construire un réseau électrique « puissant » à l'horizon 2020, dans lequel elle planifie d'investir plusieurs milliers de milliards de yuans pour la période 2011-2016. La State Grid Corporation of China (国家电网公司, *guojia dianwang gongsi*, SGCC), qui contrôle 80 % du réseau, et la China Southern Grid (中国南方电网, *zhongguo nanfang dianwang*, CSG) sont les deux principaux acteurs du développement de la transmission et de la distribution, et apparaissent comme

les deux grands gagnants de ces plans d'investissement, au détriment des compagnies de distribution locale et parfois même des consommateurs.

Afin de briser cette situation monopolistique, le gouvernement a lancé en 2002 une réforme du secteur de l'électricité, dont l'un des objectifs principaux était de séparer les fonctions de transmission des fonctions de distribution. Les incitations à la compétition ont encouragé le développement des entreprises de distribution locales, qui se retrouvent aujourd'hui face « aux deux grands », mais aussi, comme le souligne l'article, face à un manque de volonté du gouvernement de mener la réforme au bout.

Fin avril, des conflits opposant des employés de la SGCC à des employés des entreprises de distribution locales ont éclaté dans les provinces du Shaanxi et du Shandong. À Yulin et à Zouping, la Compagnie d'énergie électrique du Shaanxi et la compagnie Shandong Weiqiao ont défié le monopole de la SGCC, qui s'étend aujourd'hui sur vingt-six provinces, régions autonomes et municipalités et possède 2 200 milliards de yuans d'actifs totaux.

L'incident, au Shaanxi, n'est pas des moindres : plus de 200 employés y ont pris part, et près de 70 officiers de police ont dû intervenir afin de faire respecter l'ordre. Quatre personnes ont été hospitalisées. L'objet de la dispute : la ligne de transmission électrique de 220 kV construite illégalement par la compagnie locale d'énergie électrique du Shaanxi. La réglementation stipule en effet que les lignes de transmission de plus de 110 kV doivent être confiées à la SGCC, tandis que les lignes de plus basse tension peuvent être prises en charge par les compagnies de distribution locales.

⁵³ Pu Jun et Qu Yunxu sont tous deux journalistes à *Xin shiji*.

Les auteurs reconnaissent qu'il y a effectivement eu violation des réglementations de la part de la compagnie locale. Ils dénoncent cependant l'inégalité de la compétition entre les entreprises locales et la SGCC. Si les premières doivent se contenter des lignes à faible voltage, la SGCC peut, de son côté, se permettre d'importer de l'énergie électrique en provenance d'autres provinces plus distantes pour répondre à la demande d'une région moins productrice. Les auteurs dénoncent le fait que, même dans les régions riches en ressources houillères comme Yulin, la SGCC se permet de s'approvisionner en énergie électrique en provenance des autres provinces. Les lignes illégales de la compagnie du Shaanxi sont principalement des lignes d'approvisionnement qui relient le Shaanxi à la Mongolie intérieure, où le tarif d'achat, fixé par le gouvernement, est moins élevé. En accord avec les réglementations de la Commission nationale du développement et de la réforme (国家发展和改革委员会, *guojia fazhan he gaige weiyuanhui*, NRDC), le tarif est en effet de 0,305 yuan en Mongolie intérieure contre 0,398 yuan dans le Shaanxi. La construction des lignes illégales permet à la compagnie de distribution locale de jouer sur un pied d'égalité avec la SGCC, dont elle s'émancipe en traitant exclusivement avec des entreprises de distribution locale en Mongolie intérieure.

La Compagnie d'énergie électrique du Shaanxi est décrite par les auteurs comme un modèle de développement de l'électricité rurale. Créée en 1990, la compagnie avait, à l'époque, été chargée de reprendre en charge

les 44 sites ruraux de production d'énergie de la province. Elle en dirigeait plusieurs centaines à la fin des années 1990, et a significativement contribué au développement du réseau rural et des régions isolées de la province du Shaanxi. Le développement de l'entreprise connaît aujourd'hui un rythme qui dépasse celui du réseau national : lors de la période du XI^e plan quinquennal, ses revenus ont connu des taux de croissance annuelle

de 20,8 % , tandis que ses profits croissaient de 22,9 % par an. Partie des réseaux d'électricité ruraux, l'entreprise a construit, selon les auteurs, un réseau suffisamment fort pour être capable de rivaliser avec le réseau national. Mais elle a aujourd'hui besoin de développer des lignes de plus haute tension pour assurer la sécurité et la fiabilité de son réseau.

Dans la province du Shandong, les conflits ont également pris pour cible le monopole de la SGCC. Récemment, les différences entre les prix pratiqués par le groupe national et le groupe local Weiqiao – d'un tiers moindres

– ont inquiété la population. Si la SGCC a pu défendre sa position monopolistique en anticipant sur les économies d'échelle que sa taille lui permettait de réaliser, les prix proposés par le groupe Weiqiao semblent aujourd'hui remettre en cause la teneur de ce raisonnement.

Les auteurs de l'article dénoncent tout d'abord les frais supplémentaires imposés aux entreprises locales par la compagnie nationale, qui profite de sa situation monopolistique. Selon une enquête menée par *Xin shiji* en mars 2011 dans plusieurs villes comme Pékin,

« Encourager les petites entreprises de distribution locales revient non seulement à saborder la situation profitable d'une entreprise encore très liée à l'État central, mais aussi à s'incliner sous la volonté des autorités locales. »

Shanghai et Tianjin, le prix pratiqué serait une à deux fois supérieur au prix fixé par la NDRC pour les petites et moyennes entreprises. La pratique, courante du fait de la situation monopolistique du secteur de transmission et de distribution, s'avère aujourd'hui constituer un véritable problème, au-delà des frontières du Shandong.

Les auteurs dénoncent par ailleurs le fait que, en raison de la fixation des tarifs d'achat de l'électricité par le gouvernement, la SGCC et la CSG, du fait de leur monopole, ne se sont pas privées de consommer les marges. L'objectif de la réforme est de faire évoluer progressivement les prix vers une tarification de marché. Or les tarifs sont néanmoins toujours établis par le gouvernement, contrairement au prix du charbon qui fluctue en fonction de l'offre et de la demande. Cette situation a plongé les centrales thermiques dans des situations de déficit particulièrement sérieuses, tandis que la SGCC et la CSG ont pu engranger des marges importantes. Selon les auteurs, le problème principal reste le manque de transparence des coûts de transmission et de distribution, qui permettent aux groupes monopolistiques de profiter des marges sans en faire bénéficier les acteurs locaux, ce qui affecte leur compétitivité et finit par peser sur la société.

L'article rappelle que cette année est la dixième année de la réforme du secteur de l'électricité. Selon les auteurs, le développement des entreprises locales coïncide avec les souhaits du gouvernement de séparer les secteurs de la transmission et de la distribution, afin d'évoluer vers des mécanismes de fixation des prix selon les règles du marché (厂网分开、输配分开, 让市场形成电价, *changwangfenkai, shupeifenkai, rang shichang xingcheng dianjia*). Les auteurs regrettent que la compétition qui s'est développée au niveau local ne soit pas mieux accueillie par le gouvernement. D'après eux, la croissance des petits acteurs rend possible un avancement de la réforme

par le bas. Pourtant, ces derniers ont subi depuis des années une forte répression, la plupart des entreprises d'électricité locales agissant encore dans l'illégalité et ne pouvant « survivre laborieusement » qu'avec le soutien des autorités locales. Selon les auteurs, les cas de la Compagnie d'énergie électrique du Shaanxi et du groupe Weiqiao prouvent pourtant deux choses : d'abord, qu'ils sont capables de rivaliser avec les géants nationaux dans les localités, en fournissant aux clients le même type de services ; ensuite, que ces entreprises étaient également capables de fournir ces mêmes services à un meilleur prix. Les encourager pourrait permettre de relancer la réforme par le bas.

La « guerre du *grid* » a commencé. Mais peut-elle se généraliser à toute la Chine ? C'est sur ce point que les auteurs finissent par s'interroger. La compagnie du Shaanxi bénéficie de sa taille, tandis que le groupe Weiqiao est alimenté par une forte demande, ce qui leur permet d'obtenir la protection de leurs gouvernements locaux respectifs, malgré les doutes qui émergent sur la légalité de leurs activités.

Si la situation reste insatisfaisante, si la réforme du secteur de l'électricité reste inachevée, c'est que la situation est plus compliquée qu'elle n'y paraît à première vue. Encourager la compétitivité des petites entreprises de distribution locales revient non seulement à saborder la situation particulièrement profitable d'une entreprise qui reste encore très liée à l'État central, mais revient aussi à s'incliner sous la volonté des autorités locales, qui encouragent leurs propres champions à de dresser contre le monopole d'État. Le fait qu'aucune communication officielle n'ait mentionné « l'affaire du Shaanxi » prouve bien que les enjeux vont bien au-delà de simples affaires techniques de lignes à haute tension. Par ailleurs, on peut douter que la SGCC, qui fait aujourd'hui partie des dix premières

entreprises mondiales en matière de capitaux, puisse accepter sans rechigner une évolution des réglementations. Enfin, une évolution de la tarification des prix de l'électricité selon les lois de l'offre et de la demande porterait le risque de se voir répercutée sur les consommateurs, ce qui réactiverait l'angoisse de voir se développer nouveaux foyers d'instabilité sociale. Tout porte à croire que, si la trajectoire de la réforme est écrite depuis dix ans, la volonté réelle de mener à terme cette dernière n'est peut-être pas encore prête à voir le jour.